



Déclaration de la CGT Educ'action 92

CSA-SD du 24 janvier 2023

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CSA se tient dans un contexte de très forte contestation sociale du projet de réforme des retraites voulu par le gouvernement. La première journée de grève, le 19 janvier, a démontré sans équivoque le rejet massif de cette réforme et la détermination des salarié-es à la combattre. La CGT Educ'action 92 se félicite du cadre unitaire dans lequel se déroule la mobilisation et œuvrera, à son échelle, à la maintenir pour obtenir le retrait du projet de réforme. Elle appelle les salarié-es à se réunir en AG, à multiplier les actions cette semaine, à faire du 31 janvier une grande journée de grève et à construire sa reconduction dès le lendemain.

Cette lutte est intimement liée aux revendications salariales de la CGT. Augmenter les salaires c'est augmenter le pouvoir d'achat mais c'est aussi augmenter les cotisations sociales. Le contexte de forte inflation que nous connaissons depuis un an rend encore plus nécessaire la revendication de la CGT Educ'action : +400 euros pour toutes et tous. C'est loin d'être une faveur, simplement une juste remise à niveau quand, en 20 ans, le point d'indice à prix constants a baissé de 20%. En ce sens, aucune contrepartie ne peut être demandée aux personnels, le « pacte » que veut instaurer le ministère n'est pas acceptable.

Le sujet qui nous occupe aujourd'hui, celui des moyens attribués aux établissements scolaires, est primordial dans la qualité des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des élèves. Force est de constater que celles-ci vont encore se dégrader en 2023. Ainsi, au niveau national, ce sont 481 postes qui sont supprimés dans le 2nd degré. Dans notre département, ce sont plus de 1000 heures postes qui sont supprimées dans les collèges et les lycées pour seulement 400 élèves en moins. Alors que la baisse des effectifs au collège devrait être l'occasion de diminuer le nombre d'élèves par classe, la réduction des moyens est telle que c'est le contraire qui se produit. Nul doute qu'avec une telle politique la France va rester en tête des pays de l'OCDE aux plus mauvais taux d'encadrement. Cette baisse de moyens touche tout particulièrement les collèges REP/REP+ du département. Ce n'est pas uniquement le gâteau qui est plus petit, comme on nous l'a répété en groupe de travail, car tous les collèges REP/REP+ perdent 10 heures sur leur marge avec un transfert partiel sur des collèges aux IPS plus élevés. En deux ans, quasiment tous les collèges REP/REP+ du 92 ont perdu plus de 25 heures sur leur marge. La CGT Educ'action 92 s'oppose fermement à cette politique qui consiste à retirer le plus de moyens là où il y a le plus de besoins. De même, de nombreux LP perdent des heures alors que la carte des formations est inchangée. C'est le cas aux LP Monod d'Antony (-75h), Garamont de Colombes (-60h), Painlevé de Courbevoie (-39h), Santos Dumont de Saint-Cloud (-55h), Blériot de Suresnes (-23h) ou encore Petiet de Villeneuve-la-Garenne (-12h). Qu'est-ce qui justifie ces baisses de DHG qui vont bien au-delà de ce à quoi on peut s'attendre en cas de baisse d'effectifs ? Si elles sont effectives, ces pertes de moyens vont frapper durement les LP concernés, avec des répercussions sur les postes et les conditions de travail. Pourtant, lors d'une réunion avec les organisations syndicales le 9 janvier, le ministère de l'Education nationale et celui de la Formation professionnelle avaient annoncé une stabilité des moyens dédiés à la voie pro pour la rentrée 2023. Cet engagement n'est manifestement pas respecté. Au total, ce sont 156 heures qui

sont retirées des DHG des LP du département. La colère s'exprime dès aujourd'hui avec force au lycée Garamont, la grève de tous les personnels ayant entraîné la fermeture du lycée. L'ensemble des personnels, direction comprise, ne comprend pas cette baisse drastique de la DHG. Ils attendent de l'audience de demain une prise en compte sérieuse de leurs demandes.

Pour ces deux raisons, la baisse générale des DHG et la répartition injuste au sein du département, la CGT Educ'action 92 appelle, dans un cadre intersyndical, à un rassemblement devant la DSDEN des Hauts-de-Seine le 1^{er} février à 14h. Elle soutient les personnels en lutte pour l'amélioration des conditions de travail et des conditions d'étude des élèves.